



ALLOCUTION

Ouagadougou, le 9 mai 2015
D(2015) N° PRESSE

CELEBRATION DE LA FETE DE L'EUROPE AU BURKINA

Ouagadougou, le 9 mai 2015

ALLOCUTION DE

DE S.E.M. ALAIN HOLLEVILLE, AMBASSADEUR,
CHEF DE LA DÉLÉGATION DE L'UNION EUROPÉENNE AUPRÈS DU BURKINA FASO

Seul le texte prononcé fait foi

Mesdames et Messieurs les Présidents des institutions de la république
Messieurs les Premiers Ministres,
Mesdames et Messieurs les Ministres,
Eminence,
Mesdames et Messieurs les parlementaires,
Monsieur le Doyen, Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs, Représentants
des institutions, organisations internationales et interafricaines,
Mesdames et Messieurs les Consuls,
Autorités civiles, militaires, religieuses et traditionnelles,
Ediles municipaux, représentants des partis, des organisations professionnelles,
syndicales, associatives, des médias,
Hôtes de passage,
Chers invités,

C'est un grand honneur et un grand bonheur de vous accueillir ici pour
la quatrième (et dernière) fois, afin de célébrer ensemble cette journée
de l'Europe, des Européens, ouverte et offerte à tous leurs amis.

Vous recevoir est un honneur et un plaisir partagés avec nos collègues
européens, au moment où l'Union européenne (des 28) connaît un

nouvel élan avec le renouvellement, au cours de l'année 2014, des instances : Parlement européen, Commission, Conseil européen.

"Il faut, dans nos temps modernes, avoir l'esprit européen" écrivait

Mme de Stael, dans "De l'Allemagne" en 1810.

Fort de cette invite, et alors que l'on célèbre le 70^e anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale, je voudrais, cette année encore, commencer par un bref rappel sur ce que l'on peut appeler la double symbolique du 9 mai, tout particulièrement pour le continent africain.

Dans le contexte de l'après deuxième guerre mondiale, une idée a peu à peu pris corps qui allait devenir l'Europe, élaborée par les équipes de Jean Monnet et présentée le 8 mai (symboliquement 5 ans jour pour jour après la capitulation nazie) par Robert Schuman au chancelier

Adenauer et acceptée tout aussitôt (le 9 mai 1950) par ce dernier: mettre d'abord en commun l'ensemble de la production franco-allemande de charbon et d'acier, initiative qui déboucha, en avril 1951 sur la Communauté minière à six puis, en août 1952, sur la "Communauté européenne du charbon et de l'acier", base d'une "Europe solidement unie et fortement charpentée". Il s'agissait ainsi d'œuvrer à la réconciliation, à la reconstruction, à la paix, au développement et à la démocratie en Europe : nous ne pouvons pas et vous ne pouvez pas, ici au Burkina Faso, être insensibles à ce travail sur la "réconciliation".

Deuxième symbolique, cette déclaration, destinée à établir le socle de notre Europe, développe déjà la relation particulière entretenue avec l'Afrique (dès 1950, c'est-à-dire avant la décolonisation).

"L'Europe pourra, avec des moyens accrus, poursuivre la réalisation de l'une de ses tâches essentielles : le développement du continent africain". Ainsi, dès 1950, étaient énoncés, à travers cette déclaration, des principes et des objectifs inscrits dans les Traités de 1957 puis dans la Convention de Lomé. Ils figurent, actuellement, dans le premier article de la Convention de Cotonou qui fixe l'Accord de partenariat entre les pays Afrique Caraïbes Pacifique (ACP) et la Communauté européenne, devenue depuis lors UE. Nous allons d'ailleurs, dès maintenant, engager ensemble les discussions puis les négociations destinées à préparer le renouvellement de l'actuelle Convention de Cotonou, en élaborant de nouveaux objectifs pour l'horizon 2020.

Si l'on se tourne d'abord vers l'actualité de l'Europe, je rappellerai ici que l'année 2014 a été marquée par l'élection d'un nouveau Parlement européen (présidé par M. Schultz) et par la mise en place d'une nouvelle Commission (présidée par M. Juncker) et d'un nouveau Président du Conseil européen (M. Tusk). Mme Mogherini, Haute-Représentante de l'Union pour les Affaires étrangères et la Politique de Sécurité, assure désormais la conduite de la politique extérieure de l'Union, sous l'autorité des 2 Présidents et en coordination constante avec les Etats membres. Pour ce faire, elle s'appuie sur le groupe des Commissaires ayant une responsabilité dans le champ des relations extérieures et tout particulièrement, pour cette partie du monde, sur le Commissaire chargé du Développement, M. Mimica, ainsi que sur le Commissaire chargé de l'Aide humanitaire d'Urgence, M. Chrystalydes.

C'est notamment dans ce contexte que vient d'être obtenu, avec l'Iran, un accord sur les grands paramètres de la négociation sur le nucléaire iranien, qui devrait déboucher sur un accord détaillé d'ici au 30 juin prochain.

Au-delà des très importants dossiers du marché intérieur et de toutes les initiatives engagées par l'UE et par les Etats membres au service de la croissance et de l'emploi et d'une amélioration de la justice sociale, les grands sujets d'attention demeurent l'Ukraine, la situation de la Grèce, la problématique du voisinage de l'Union européenne et le pourtour méditerranéen (comme l'illustrent les importantes mesures prises en matière migratoire et pour sauver des vies humaines, lors du Conseil européen exceptionnel du 24 avril consécutif aux dramatiques événements ayant conduit à la mort de centaines de personnes en mer).

En outre, la question de la montée du terrorisme et de la lutte concertée contre ce phénomène profondément déstabilisateur figure désormais au cœur des préoccupations stratégiques des Européens, soit sur leur propre sol, soit ailleurs dans le monde.

Dans ce contexte nouveau et très évolutif, ce devoir stabilisateur historique vaut pour l'action européenne dans le monde, tout particulièrement depuis l'entrée en vigueur, fin 2009, du Traité de Lisbonne qui donne à l'Union européenne, progressivement et de façon coordonnée avec les Etats membres, les moyens d'une action plus forte sur la scène internationale. C'est dans cet esprit que, avec la Politique de Sécurité et de Défense Commune, les Européens renforcent leur contribution à la sécurité (et au développement), notamment dans la région sahélo-saharienne, dont l'importance stratégique est désormais

une donnée reconnue, d'où l'attention politique et les moyens financiers considérables consacrés au Sahel et aux pays qui le composent. Toutes les grandes institutions ou organisations disposent d'ailleurs désormais d'une stratégie pour le Sahel : ces différentes Stratégies doivent être coordonnées entre elles et adossées à l'expression des objectifs, des besoins, des priorités définis par les pays concernés eux-mêmes. D'où l'importance du G5 qui renforce progressivement son organisation. Ces initiatives font l'objet d'une attention de plus en plus soutenue de la part des Européens qui ont été les premiers à élaborer une Stratégie Sahel pour la sécurité et le développement, validée en mars 2011. Cette Stratégie met en évidence, pour la première fois de façon aussi nette, le lien entre sécurité et développement, en coordonnant davantage encore et en renforçant l'action des Etats membres ainsi que celle des

institutions de l'Union européenne. C'est dans ce contexte que cette Stratégie, jusque-là centrée sur le Mali, la Mauritanie et le Niger, a été élargie en 2014 au Burkina Faso ainsi qu'au Tchad, 5 pays qui constituent justement ce G5 mentionné à l'instant. C'est dans cet esprit que les Européens maintiennent leur implication au service de la résolution de la crise malienne, en s'appuyant sur les initiatives politiques des autorités maliennes et la communauté internationale et sur l'engagement des pays de la sous-région.

Si j'ai voulu insister sur ces sujets, c'est qu'ils sont moins connus car plus récents mais au cœur désormais de l'action européenne dans le monde.

Sur un terrain où la présence de l'Union européenne est historiquement mieux connue, l'aide au développement, la lutte contre la pauvreté, l'accompagnement de la croissance et le renforcement de la démocratie et des droits de l'homme et où l'Union européenne demeure pleinement engagée, l'année écoulée a été marquée par la signature du programme indicatif national (PIN) du Burkina Faso pour la période 2014-2020. Il est ici question des crédits du 11^{ème} Fonds européen de développement (FED), principal instrument européen de la Convention de Cotonou. Le 10^{ème} FED a couvert la période 2008-2013 et les engagements pris durant cette période continuent à être mis en œuvre, à travers des décaissements qui vont se poursuivre pour certains jusqu'en 2017 : c'est ainsi que 9,5 milliards de francs CFA (14 millions d'Euros) ont été décaissés il y a trois semaines encore au bénéfice du Burkina. Dans le

cadre du 11^e FED, le niveau de l'enveloppe initiale s'élève à 410 milliards de francs CFA (623 millions d'euros) de dons, répartis sur trois secteurs de concentration : la gouvernance, la santé et la lutte contre l'insécurité alimentaire (résilience). D'ores et déjà, le travail a commencé entre le Burkina Faso et l'Union européenne pour l'élaboration plus détaillée de cette programmation qui va structurer notre travail d'appui au Burkina Faso, en contribuant également à l'atteinte des objectifs du millénaire pour le développement et, bientôt, de l'agenda post 2015.

Parallèlement, un exercice similaire, pour la même période, est conduit entre l'Union européenne et l'Afrique de l'Ouest.

Enfin, comme vous le savez, l'Union européenne préside jusqu'à cet été la Troïka des partenaires techniques et financiers qui apportent leurs appuis à la SCADD.

Je ne reviendrai pas sur les événements qu'a connus le Burkina Faso à l'automne dernier et que chacun de vous a pu vivre ici mais je souhaiterais plutôt concentrer mes quelques observations sur le processus en cours devant conduire aux élections du 11 octobre prochain dans le respect du calendrier arrêté. La Transition –que les Européens appuient très activement à ce titre– ordonne son activité autour d'un objectif principal, la bonne préparation et la tenue d'élections présidentielles et législatives, le 11 octobre, puis municipales le 31 janvier 2016, élections qui soient justes, crédibles et

inclusives, au sens même de la Charte de la Transition. Ces élections constituent l'objectif qu'il nous paraît crucial de préserver et donc de bien préparer : au plan technique et financier, mais aussi en favorisant la confiance et le dialogue national, social et politique au sens large, en crédibilisant et en renforçant la justice, les droits de l'homme et la primauté du droit, la gestion saine et transparente des deniers publics. Cela permettra de favoriser la convergence entre tous les acteurs, afin que les populations se sentent rassurées, considérées et soient persuadées que leur suffrage sera entendu et respecté. La Transition a donc pour principale mission de sortir de la transition, en sachant prendre les mesures, pour certaines symboliques, pour d'autres plus tangibles, qui précisément contribuent à cette mise en confiance. Les Européens, pour leur part, poursuivent leur appui aux programmes en

cours (10^{ème} FED) et sont en train de mettre en place les moyens considérables du 11^{ème} FED. Dans le plus court terme, très concrètement, les Européens, d'une part, ont apporté un appui spécifique aux élections de 3,7 milliards FCFA (5,5 millions euros) qui sont d'ailleurs complétés par les Etats membres pour au moins doubler ce montant et, d'autre part, sont en train de concrétiser un appui budgétaire exceptionnel sur 2015 et 2016 de plus de 100 millions euros dont plus de la moitié (entre 35 et 45 milliards de FCFA) sera versée pendant la Transition afin de permettre à cette dernière d'assurer ses fonctions essentielles. En outre, le principe d'une mission d'observation électorale peut être considéré comme acquis, ce qui représentera un engagement financier supplémentaire de 3 milliards FCFA environ. L'Union européenne (institutions et Etats membres)

apporte donc un appui politique et financier substantiel à la Transition,

pour permettre aux populations d'être soutenues et de se préparer à voter, en sachant que leur choix sera respecté et que les programmes élaborés par les candidats pourront effectivement être mis en œuvre.

Pour ce faire, les Européens dialoguent ici avec tout le monde, tout le spectre du champ politique mais aussi les autres acteurs de la société civile, du secteur privé et toutes les institutions publiques. Cet engagement clair sera d'ailleurs illustré par la visite que le Président de la Transition devrait effectuer prochainement en Europe. En effet, ce processus est extrêmement important pour le Burkina Faso, pour le retour de la confiance et la mobilisation du pays dans une phase nouvelle de promotion de la démocratie et d'activation de la croissance et de l'emploi. Mais ce processus constitue également une sorte de cas

d'école pour un certain nombre d'autres pays du continent se trouvant dans des situations comparables et il peut constituer à cet égard une référence positive qui valorisera l'image du Burkina Faso et de ses populations.

Enfin, j'aimerais évoquer brièvement in fine quelques autres sujets qui sont au cœur de nos préoccupations, tout particulièrement dans cette partie du monde. Le premier concerne la sécurité, entendue au sens le plus large. L'un des premiers garants de la sécurité réside dans le choix de politiques publiques qui offrent aux populations un cadre à la fois rassurant et porteur d'espoir : à cet égard, les politiques au service de la santé, de l'éducation, de la culture, de la justice, de l'emploi notamment des jeunes, de la promotion de la place des femmes et de l'égalité entre

femmes et hommes sont essentielles. Elles constituent à la fois le meilleur moyen d'émancipation et de promotion, d'ancrage dans un espace culturel où chacun retrouve ses racines et de prévention des dérives extrémistes. Ces dernières reposent souvent sur une interrogation sur sa juste place et sur ses perspectives d'avenir, avec le risque de céder aux tentations financières ou radicales de la facilité et du court terme, toujours à même d'être saisies quand on n'a pas d'autres perspectives. Les questions de sécurité impliquent également, naturellement, la prise de mesures spécifiques par les autorités (ce qui est le cas) mais aussi une coopération étroite avec les pays immédiatement voisins ainsi qu'avec les partenaires, européens entre autres. A cet égard, la montée en puissance du G5 constitue certainement une perspective très positive à laquelle les Européens, à

travers la Stratégie Sahel Sécurité et Développement, souhaitent apporter leur concours dans une approche renouvelée et renforcée. De manière plus générale, et ce sera mon deuxième point, un accent plus marqué doit être mis sur l'intégration régionale. L'Union européenne y contribue, à travers le Programme indicatif régional du FED qui va mettre à la disposition de l'Afrique de l'Ouest une enveloppe de près de 800 milliards de francs CFA (1,2 milliard euros) autour de trois secteurs de concentration : paix et sécurité et stabilité, renforcement de l'intégration économique régionale et facilitation du commerce, lutte contre l'insécurité alimentaire et résilience. Le PIR devrait être signé prochainement. Notre appui au bon aboutissement des accords de partenariat économique (APE) s'inscrit également dans cette logique : renforcer l'intégration régionale, en démantelant progressivement les

barrières et en favorisant l'amélioration de la croissance créatrice d'emplois, et contribuer à un resserrement des liens économiques et commerciaux entre l'espace européen et l'Afrique de l'Ouest, à l'avantage de cette dernière. Enfin, je ne saurais clore ce passage sans évoquer les grands rendez-vous internationaux et multilatéraux relatifs au financement du développement (Addis Abeba en juillet) et de l'agenda post 2015 pour les OMD (New York en septembre), devant déboucher sur le grand rendez-vous de l'environnement de la COP 21 à Paris en décembre prochain. Le continent africain doit y jouer un rôle de premier plan, à la mesure de son potentiel et du poids croissant que va jouer sa population (la démographie constitue une question clé) au niveau mondial dans les décennies à venir. Pour les Européens, il s'agit là d'un sujet majeur, celui de l'avenir de la planète et nous allons

continuer à déployer d'ici là tous nos moyens pour faire de ce rendez-vous de décembre un véritable succès.

Dans ce processus européen, l'Europe joue et jouera pleinement son rôle, tant il est vrai que, comme le disait un grand historien, son histoire "*est un destin voulu*".

.....

Enfin, je voudrais, avant de conclure, me tourner:

- vers nos hôtes burkinabè dont je tiens ici à saluer l'accueil, la grande disponibilité et le sens de l'effort, alors même que le pays traverse des événements sensibles et très importants pour son avenir depuis plusieurs mois ;

- vers mes collègues européens avec lesquels le travail politique, de concertation, d'appui au développement ne cesse de se renforcer et de converger.

- vers mes collègues de la Délégation de l'UE, dont je tiens à saluer le travail et l'engagement. Je me dois également d'avoir une pensée et une reconnaissance toutes particulières pour tous ceux qui ont contribué à organiser cette réception, en faisant en sorte que ce soit à la fois un moment solennel et convivial, (où se retrouvent la diversité des goûts et des cultures et une convergence des volontés au service de la démocratie, de la justice, de la paix et du développement, tous objectifs auxquels l'Europe a cherché à œuvrer pour elle-même, suite aux conflits et aux drames qu'elle a dû traverser et dépasser au cours du 20^{ème} siècle notamment).

Pour conclure, je vous invite à bien avoir à l'esprit la tenue de la prochaine "Semaine européenne du Cinéma", du 16 au 23 mai à l'Institut français de Ouagadougou. Je vous propose donc d'achever mon propos sur cette ouverture à l'essentiel, par une formule dont certains ici savent qu'elle est affichée dans mon bureau : "*Pas de futur sans culture*".

Bonne soirée.